

L'AFRIQUE

DE LA DEMOCRATIE

ORGANE D'EXPRESSION

DU

FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI

FRO DE BU

N° 00 6 MARS 1991.

L'ECOLE DE LA DEMOCRATIE : NOUS Y SOMMES DEJA

Réponse à Monsieur Charles MUKASI

Le quotidien gouvernemental "Le Renouveau du Burundi" a publié dans sa livraison du 24-25 mars 1991 un "commentaire" "Démocratie : tout le monde à l'école". L'article signé par Charles MUKASI, émet des considérations sur l'éditorial publié par le PRODEBU dans le no. 005 de son organe d'expression "L'AUSE de la Démocratie" et qui portait sur l'interprétation des résultats du référendum du 5/2/1991 sur le projet de la "Charte de l'Unité Nationale".

Dans son article, Monsieur Charles MUKASI tente de minimiser la pertinence de nos analyses et nous invite à nous mettre à l'école de la démocratie. Avant de faire suite à sa réflexion, décrivons d'abord le décor dans lequel baigne son son article.

2. Cet article se trouve à la une du journal, dans l'espace réservé aux éditoriaux et a été bien encadré, notamment dans la suite qui occupe toute la page 3. Ce n'est donc pas un commentaire.

Il ne s'agit pas non plus d'une tribune ; celle-ci étant souvent placée après la rubrique "Nation: Nouvelles en Provinces". Il s'agit donc bel et bien d'un éditorial, cela veut dire "Un article qui exprime les vues de la direction d'un journal". Or, Monsieur Charles MUKASI n'est pas, à ce que nous sachions, du staff du quotidien "Le Renouveau". Il est membre du Comité central de l'UPRONA et supervise les activités de l'institut Rwagasore, activités parmi lesquelles se compte aujourd'hui la publication du journal du parti UPRONA: "NDARANGAVYE".

Pourquoi donc le responsable de la formation et de l'information au sein du parti UPRONA a-t-il choisi d'exprimer ses vues dans les colonnes du journal "le Renouveau" alors que le parti UPRONA dispose d'un organe d'expression propre? Sans doute parce que "NDARANGAVYE" ne porte pas loin. Le choix de "Renouveau" a été dicté par un souci d'efficacité: porter le message le plus loin possible. Ce qu'il faut d'ailleurs saluer car si le point de vue du secrétaire national du parti UPRONA chargé de l'institut Rwagasore avait été publié dans les colonnes de "NDARANGAVYE" il n'est pas certain qu'il nous serait parvenu si tôt. Nous félicitons en passant monsieur Mukasi Charles car il est l'un des hommes politiques de ce pays qui osent s'exprimer à travers la presse écrite. Mention bien donc.

4. Après le décor, venons-en au contenu de l'article. D'abord une chose. Comme Monsieur Charles MUKASI nous invite à aller à "l'école de la Démocratie", il aurait dû commencer par lui-même en s'astreignant rigoureusement à l'objectivité qui passe par la vérité et la franchise. Nous nous demandons pourquoi il n'a pas eu le courage de dire à ses lecteurs (ou plutôt ceux de "Le Renouveau") qu'il réagit aux conclusions tirées par le PRODEBU sur les résultats du référendum sur la "charte de l'Unité Nationale". Ainsi, il n'y aurait pas risque d'incompréhension, de confusion ou d'équivoque.

Le lecteur aurait été vite averti et réagirait conséquemment. Cela n'a pas été fait et il est certain que ce flou a été entretenu sciemment par l'auteur de l'article. Ce qui en limite la portée.

5. Que dit alors Monsieur MUKASI?

Après avoir rappelé les résultats du référendum sur la "Charte de l'Unité Nationale", il s'exprime sur l'interprétation que nous avons faite dans le numéro 5 de notre organe d'expression. D'après lui, nous avons "tenté de justifier l'injustifiable" en affirmant que le vote négatif est "plus contre l'UPRONA que contre l'unité nationale".

Cher MUKASI Charles,

Nous persistons à croire qu'il en est ainsi. Ceci pour les raisons suivantes dont certaines n'ont pas échappé à votre analyse. Les voici:

- Premièrement : L'Unité des Barundi n'est ni un slogan ni un vœu pieux. C'est quelque chose de dynamique qui plonge ses racines dans la vie sociale. L'unité, ce sont des faits, palpables que le citoyen vit quotidiennement. Pour le paysan que vous connaissez pragmatique et concret, l'unité est moins le discours philosophique --très facile à manier-- que les gestes et faits quotidiens qu'il observe dans son environnement notamment de la part de ceux-là mêmes qui l'inondent de ce discours tout en s'adonnant en même temps à des actes contraires.

Or, que constatons-nous? Le parti UPRONA au pouvoir voici bientôt une trentaine d'années a toujours manié avec aisance et talent le discours de l'Unité. Mais comme il l'affirme, lui-même dans l'autocritique contenu dans le document "Ingene umugambwe utegerezwa gutunganywa n'ugukora" (comment le parti UPRONA doit être organisé et travailler) que vous connaissez très bien et qui a été un des matériaux du dernier "Congrès Extraordinaire Elargi", ce parti n'a pas pu répondre aux préoccupations du peuple. Lisez vous-même à la page 7 du document précité. Il est dit ceci: "... mu buzima bwawo, umugambwe [UPRONA] ntiwashoboye kuza uriyamiriza, amazi atararenga inkombe, abari muri wo canke bawiyitirira, igihe badohotse kwibanga bakawubuza gushika ku vyo wishinze. inkwirikizi yavyo n-uko hari akarwi k-abantu bitwaza umugambwe kugira bashikire ubutegetsi; bagaheza bakabukoresha mu nzira iteye kubiri n-ivyari vyatumye abadasigana babizigira mu kubashinga amabanga". (... dans sa vie quotidienne, le parti [UPRONA] n'a pas toujours pu arrêter à temps les extravagances et errances de certains de ses militants ou prétendus tels qui se montraient défaillants ou hostiles à ses idéaux. La conséquence a été qu'un groupe d'individus se servit du parti pour parvenir au pouvoir et l'utiliser ensuite contre les intérêts du peuple (essai de traduction)). Le drame est que ce "petit groupe" a des manifestations allant du sommet à la base comme l'indique le document que nous citons. Et cela a déçu la plupart des Barundi dont certains ont voté négatif lors du dernier référendum. Ils ont sanctionné l'UPRONA qui leur a toujours parlé d'unité sans parvenir à la matérialiser. Monsieur MUKASI, auriez-vous une mémoire si courte que vous avez déjà oublié

cette autocritique du dernier "Congrès Extraordinaire Elargi" d'un parti qui vous a fait confiance en vous désignant dans son comité central?

Deuxièmement : vous évoquez vous-même la "faiblesse de l'encadrement". Nous voudrions vous signaler que l'encadrement entendu dans le sens de l'embrigadement, de nivellement de la pensée, bref, l'encadrement conçu et exécuté comme une culture de monolithisme n'est plus de mise aujourd'hui. Le Burundi de cette fin du 20^{ème} siècle est très différent de celui de la décennie 1960-1980. Et si l'UPRONA croit que notre société est figée, il se trompe.

Alors Monsieur Mukasi quand une doctrine d'"encadrement" bien huilée, opérante hier commence à se fissurer, quelle leçon faut-il en tirer sinon qu'il s'agit d'un désaveu de celui qui encadrerait; le parti UPRONA dans les circonstances actuelles?

Troisièmement : il y a des Burundi qui ont voté négatif parce qu'ils ont des griefs à l'endroit de l'administration locale ou autres agents des services locaux. Tout ce monde est là pour exécuter quel programme si ce n'est que celui de l'UPRONA?

Ils l'exécutent au nom et pour l'UPRONA qui quand il le considère comme satisfaisant ne s'en jette pas moins les fleurs Soyons donc logique jusqu'au bout: si des citoyens ne sont pas satisfaits des prestations des gens qui agissent pour l'UPRONA et se réclament du même UPRONA que s'agit-il d'autre sinon que d'un manque de confiance dans ce parti?

Enfin, Monsieur Mukasi Charles, vous devriez vous rappeler et vous le savez très bien que des individus, des associations politiques avaient critiqué la procédure empruntée par le parti UPRONA lors de la préparation de la "charte de l'unité nationale". L'UPRONA, ayant voulu en faire une affaire personnelle pour des besoins évidents de propagande, cela a réduit la portée de ce texte. Il est certain qu'il y a dans cette catégorie des gens qui ont voté négatif non contre l'unité mais contre ce texte qui à leurs yeux, reste non satisfaisant, et dans lequel ils trouvent la main d'un parti: l'UPRONA dont ils n'approuvent pas la démarche.

6. Mais voilà. Pour vous cher compatriote, "avec ou sans l'UPRONA", l'indépendance nationale, l'unité nationale et le développement seraient restés les défis majeurs de ce siècle. Que vous avez raison!

>. Mais là où nous divergeons, c'est quand, narcissique, vous vous égarez dans des affirmations gratuites comme celle-ci: "avec l'UPRONA, ces causes ont trouvé un défenseur assidu et loyal!". Ici, ce n'est rien d'autre que le délire. Refutons méthodiquement vos affabulations.

L'indépendance d'abord.

7. Monsieur MUKASI, vous savez à travers l'histoire que vous avez apprise à l'école que l'ouragan de l'indépendance menaçait les empires coloniaux dès la fin de la deuxième guerre mondiale.

Vous savez que dans le système colonial belge, l'indépendance du Congo-Belge et du Rwanda-Urundi n'était pas envisagée avant 1985 (voir le livre du professeur VAN BILSEN, vers l'indépendance du Congo et du Rwanda-Urundi publié en 1955) même pour les plus progressistes de la classe politique belge.

Mais voilà que le Général de Gaulle a lancé au Président Sékou TOURE la fameuse phrase : "Si vous voulez l'indépendance prenez-la" et depuis que le même Général a annoncé à Brazzaville en 1959 la perspective d'indépendance des colonies de l'Afrique Equatoriale Française, tout s'est précipité du côté de l'autre rive du fleuve Congo (actuel Zaïre).

Mais nous serions injustes et méprisants à l'endroit du peuple burundais si nous affirmions, comme les tenants de l'UPRONA soutiennent aujourd'hui que la démocratie pluraliste n'est qu'un mode (imigambwe myishi ni agaharawe), que l'indépendance que notre pays a acquise le 1-juillet 1962 n'était que dans un courant mondial. Il s'est battu, non pas avec la force des armes mais grâce à sa détermination non seulement pour chasser le colonisateur mais également pour la mise en place d'une société plus juste et plus démocratique et c'est ici où le parti UPRONA a déçu.

Pour gérer l'indépendance qu'il envisageait en perspective le peuple burundais a porté confiance au parti UPRONA. Celui-ci était en même temps investi de la lourde mission de diriger les Burundi suivant les principes d'égalité de tous, de justice et d'équité garants de la paix et de la prospérité. Cela a manqué. Les dissensions meurtrières qui ont traversé les sphères dirigeantes du parti UPRONA ainsi que les envolées ethniques, régionalistes, claniques ou autres subjectivismes ont beaucoup entamé le capital de crédit dont l'UPRONA pouvait légitimement s'auréoler en 1961-1962. Après, ce parti a déçu et les Burundi ne s'interrogent pas moins aujourd'hui sur l'effacement d'un parti qui avait pu gagner leur confiance. Car effacement il y a. L'UPRONA d'aujourd'hui diffère radicalement de celui de 1961-1962. Ce n'est pas pour rien que même vous, ses tenants, reconnaissez, peut-être sans vous rendre compte de la gravité de votre affirmation, que ce parti doit retourner aux sources. Donc, pour vous, entre 1962 et aujourd'hui (on ne sait pas quand ces sources seront parfaitement localisées), le peuple burundais, tel un orphelin, a été laissé à lui-même. Par qui? Par l'UPRONA. Et la question: "l'indépendance et après?" est plus que jamais pertinente.

Au lieu de rester rivé tel un fakir caressant son ombrelle sur une indépendance pour laquelle le peuple burundais en entier a combattu ("Abarundi barafatanye mu nda mu kwiganzura ba kavamahanga, baronkera hamwe intahe y-ukwikukira", voir "amasezerano y-ubumwe bw-Abarundi", p.5).

Les Upronistes, le chargé de l'information et de la formation que vous êtes en tête, devraient s'interroger sur ce qu'ils ont fait de cette indépendance. Qu'avez-vous fait depuis la disparition du prince? Incapables de trouver une réponse à donner, voilà que vous rappelez que vous avez amené l'indépendance alors que la " charte de l'unité ", celle inspirée de l'Uprona, et que vous nous appelez à respecter dans l'esprit et la lettre, dit que cette indépendance est le fait de tous les Burundi et non des seuls Upronistes. Serez-vous déjà en passe de violer cette charte que vous avez édictée vous-même ?

8. Que dire de l' Unité Nationale ? Le parti Uprona, en a-t-il été réellement " un défenseur assidu et loyal " comme vous l'affirmez cher compatriote, Charles MUKASI ? Justement pas. Et vous le savez plus que d'autres. Il est vrai que la tendance actuelle au sein de l' Uprona est de dissocier le parti et les hommes qui le composent. Mais quiconque connaît ce que c'est le parti - et vous devez en être un - sait qu' un parti sans hommes n'existe pas et qu' un parti qui ne parvient pas à neutraliser et rendre inoffensives les forces internes hostiles à ses idéaux ne mérite nullement la confiance.

Ceci dit, si les divisions qui sont l' antidote de l'Unité ont trouvé des partisans au sein de l' Uprona et que celui-ci n'a pas pu réunir les forces nécessaires pour les mettre hors d'état de nuire, c'est que franchement, ce parti ne pouvait pas alors disposer d'hommes profondément gagnés à l'idéal d'unité dont la matérialisation se manifeste à travers les mécanismes -qui doivent être démocratiques- de gestion des rapports politiques, économiques, sociaux et culturels entre les citoyens et qui ne font pas de calculs sournois pour sauvegarder leurs intérêts de groupe incompatibles avec l' intérêt général .

Des observateurs plus avisés et des analystes objectifs, ceux en dehors de nos chicanes, aboutissent aujourd'hui à cette conclusion que des teneurs de l' Uprona ont été les premiers à entretenir le virus de la division dans le Burundi indépendant. Nous vous recommandons, cher compatriote, de lire attentivement les publications du professeur René LEMARCHAND notamment son livre : Rwanda and Burundi, paru en 1968 ou le rapport (no 20) qu' il a fait avec monsieur MARTIN D et qui a pour titre : "Génocide sélectif au Burundi" publié par le Minority Rights Groups en 1974. Vous pourrez aussi tirer profit du mémoire élaboré en 1982 par un étudiant français en sciences politiques monsieur Dominique DARBON et qui porte le titre de " les conflits de pouvoir au Burundi " .

Ce dernier affirme entre autre qu' " au sein (...) de l' Uprona devenu parti dominant au pouvoir, les luttes pour le contrôle de l' appareil vont se succéder . En effet , poursuit-il, détenir le contrôle de l' Uprona revient à renforcer son pouvoir: ceci explique alors, les luttes que se sont livrés anciens et modernes pour son contrôle et celles ayant opposé les différentes tendances politiques et ethniques du parti à la mort de Rwagasore " (p 47) .

Quand on se réfère aux événements qui ont suivi, on découvre la véritable face de la tendance qui a triomphé et comment elle s'est servie de la machine de l'Etat pour porter atteinte à ce que le peuple burundais a de plus cher: son unité

Le calvaire des années 1965, 1969, 1971, 1972-1973 et 1988 n'a-t-il pas été enduré par le peuple burundais sous le régime du parti Uprona? Ceux qui assassinaient les autres, excluaient des concitoyens de certains secteurs dits "sensibles" de la vie nationale ne se couvraient-ils pas du parti Uprona qui ne les a jamais dénoncés? N'est-ce pas le parti UPRONA qui cherche délibérément à noyer la responsabilité individuelle de ces criminels dans la responsabilité collective au risque, encore une fois, d'être en contradiction avec cette "Charte de l'Unité Nationale", sa charte, qui récuse pourtant toute forme de globalisation?

Cher monsieur MUKASI, en matière d'Unité Nationale le parti UPRONA n'a pas de leçon à donner. Les faits sont là et parlants sauf pour les hypocrites et opportunistes à l'affût de quelques avantages matériels.

9. Il en est de même pour le développement. Beaucoup de nos dirigeants se complaisent à dire que le paysage physique de notre pays a changé. Des routes (bitumées) ont été construites, des immeubles ont été érigés, beaucoup de voitures circulent dans le pays etc... Mais à quel prix? Le poids de la dette sous lequel croupit le peuple burundais est-il proportionnel à la valeur de ces infrastructures que l'on aime nous rappeler? Il ne nous semble pas.

Peut-on, cher compatriote, parler de développement quand le niveau de vie du simple citoyen a diminué de près de 80% par rapport à ce qu'il était en 1960? Comment avec une situation si inquiétante peut-on parler d'un développement national? Ne s'agit-il pas plutôt d'un développement d'une petite minorité de la vie nationale qui à travers l'Etat et ses appendices s'est donnée à la gabegie, a pillé les caisses de l'Etat (ce n'est pas pour rien qu'on a créé la Cour des Comptes) et a perçu des commissions inexplicables et inavouées?

Nous vous invitons, cher monsieur MUKASI, à reprendre votre plume et nous expliquer davantage comment vous concevez un développement dont ne profite pas le gros de la population et dont le financement dépend à près de 70% de la bonne volonté des partenaires extérieurs!

Croyez-vous alors, cher compatriote, que ce sont ces réalités qui devraient être troublantes pour vous qui nous font "frôler la crise des nerfs"? Rassurez-vous, nous avons des nerfs solides et nous avons décidé de relever le défi. Que vous puissiez gagner comme il ya trente ans seul le peuple burundais le dira demain. N'anticipons donc pas.

10. Nous nous acheminons vers la fin et c'est ici où nous allons nous mettre en phase avec le titre de votre éditorial: " Démocratie tout le monde à l' école ".

De quelle école voulez-vous parler? D'après vous les fondations de cette école existent déjà depuis que votre parti a organisé les colloques à travers lesquels s'est fait le débat sur la question de l'Unité Nationale. Vous affirmez d'ailleurs que " les observateurs les plus avisés (par qui ? N.D.R) sont tombés en extase devant la portée démocratique de participation populaire au débat politique à travers les colloques. Jamais en effet (sic) un peuple de cette planète - terre n'avait tenté cette expérience où le peuple participe directement à la question de son destin " !

Cher MUKASI , n' exagérez pas les choses et rester dans les limites de l'humilité. C'est une des exigences de la démocratie.

Il est un fait vrai et incontournable : des colloques ont été organisés à travers notre pays et dans beaucoup de sphères socio-professionnelles sur la question de l'Unité Nationale. Lors de ces colloques, les Burundi qui étaient invités ont parlé . Ils ont même beaucoup parlé et posé des questions sur la genèse et l'expression des drames que notre société a connu.

Mais, cher compatriote, vous êtes-vous jamais interrogé sur le nombre de burundi qui ont participé à ce débat? si jamais vous ne l'avez pas encore fait, laissez-nous vous le dire. C'est autour de 10 000 personnes. Cela étant dit, posez-vous une autre question: quel est le degré de représentativité de ces personnes, avaient-elles été mandatées par les populations des collectivités ou des secteurs socio-professionnels dont elles relevaient ? Ce sont de telles questions qu'un vrai démocrate ou un aspirant démocrate doit se poser. Nous continuons notre série d'interrogations : Est - ce que le parti UPRONA ne s'est pas substitué à ce peuple en désignant ses "représentants" dans un débat aussi crucial pour l'avenir de notre pays ?

Comme il en a été ainsi, le parti UPRONA que vous servez (nous respectons votre choix) peut-il se targuer d'être cette " école de la démocratie " qui " laisse le peuple décider de son sort"? Il ne l'est pas . La preuve est que ce parti est incapable de donner la synthèse des réflexions émises par ceux-là mêmes qu' il avait désignés pour participer à ce débat , autre fait accablant : N' a-t- on pas observé un parti UPRONA qui lors de son " Congrès Extraordinaire Elargi " n' a pas permis aux "représentants" désignés par lui(?) de débattre de la dernière mouture de son projet de la "Charte de l'Unité Nationale" pour l'amender en dernière analyse si besoin et procéder ensuite à son adoption? Si c'est ça, la démocratie que vous nous proposez, nous avons encore à attendre.

11. Aujourd'hui, nous avons l'impression que par la force des choses le pouvoir se rend compte que les tricheries commises dans l'organisation du débat sur la question de l'Unité Nationale doivent être aujourd'hui évitées. Le débat sur la démocratisation de notre pays doit être plus sain et plus démocratique donc plus représentatif.

Car, comprenez-le bien cher compatriote, la démocratie telle que nous l'entendons suppose au préalable la reconnaissance de la diversité au sein d'un peuple : diversité sociale, diversité religieuse, diversité politique, diversité professionnelle, etc... La démocratie, la vraie, ne cherche jamais à niveller les consciences. La démocratie permet à un peuple de s'épanouir dans sa diversité. Cette diversité se vit et s'exprime à travers des organisations sociales ou religieuses, des organisations professionnelles, des sensibilités politiques, ...

Comme vous le savez, cher compatriote, les 5 400 000 burundi (prenez si vous voulez les 2 700 000 ayant déjà atteint la majorité) ne peuvent pas être directement associés de façon efficace et vraiment participative à un débat de la trempe de celui que nous allons mener sur la démocratisation de notre société. Ils ne pourront le faire qu'à travers des représentants régulièrement mandatés. Ces représentants constitueraient en fait un parlement à même de légiférer sur cette importante question.

12. Alors, cher compatriote, soyez rassuré. La Conférence Nationale que nous préconisons ne cherche nullement à "substituer les dirigeants des sensibilités politiques aujourd'hui, partis politiques demain, au peuple burundais". Non, il s'agit plutôt d'éviter qu'une sensibilité politique celle à laquelle vous appartenez, ne se substitue plus non seulement aux autres sensibilités politiques mais aussi aux autres diversités sociales, confessionnelles, professionnelles etc... qui font le peuple burundais ! C'est pourquoi nous appelons de tous nos vœux la convocation d'une Conférence Nationale.

Vous vous réclamez des "héritiers spirituels" du prince Louis RWAGASORE. C'est votre droit. Mais un conseil : relisez convenablement le discours que ce prince a prononcé alors que son parti (nous doutons qu'il soit le vôtre) venait d'avoir la confiance du peuple burundais. Il s'est montré tolérant et ouvert. Il a dissuadé ceux des militants de son parti qui seraient tentés d'être grisés par la victoire. Vous risquerez d'être, à vous lire aujourd'hui, le premier à être sanctionné par le prince s'il était encore vivant tant vous vous montrez grisé par une victoire qui ne vous est pas encore acquise. Retournez donc à la raison et soyez patient et serein; le verdict populaire n'est pas encore tombé

En attendant nous vous conseillons de ne jamais oublier que partout dans le monde, la démocratie reconnaît au peuple, source de toute légitimité, le pouvoir de s'épanouir pleinement en définissant - c'est vrai - son destin mais aussi en se dotant lui - même de ses dirigeants.

Chez nous, la démocratie se construira par la vérité ("seule la vérité nous sauvera ") et la franchise, la tolérance des autres, la compétition loyale, le respect du verdict populaire etc ... Ce sont les premières notions que nous avons acquises à l' " école de la démocratie " que nous fréquentons depuis pas mal de temps.

Vous vous rendez donc compte que vous êtes en retard. Hâitez vite, allez à cette " école de la démocratie " sinon vous risquez de vous trouver en arrière.

Ne soyez pas choqué par nos propos parfois durs. La démocratie que nous voulons suppose la sincérité dans les propos qu' on exprime et nous avons voulu être sincères avec vous. C'est le prix. Tout en étant adversaire politique, vous n'êtes pas un ennemi. Loin de là. Vous êtes un compatriote que nous respectons dans ses options.

Nous ne vous disons pas adieu . Sûrement qu' on se retrouvera un jour dans le débat et que nous nous rencontrerons pourquoi pas, dans cette Conférence Nationale qui vous fait tant peur.